

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 15 (1897)
Heft: 121

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 23.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Abonnements:

(inkl. Porto)
Schweiz: Jährlich Fr. 6, 2^{te} Semester
Fr. 3. — Ausland: Jährlich Fr. 22,
2^{te} Semester Fr. 12.
In der Schweiz kann nur bei der Post
abonniert werden; im Ausland auch
durch Postmandat an die Administra-
tion des Blattes in Bern.
Preis einzelner Nummern 10 Cts.

Abonnements:

(Port compris)
Suisse: un an fr. 6, 2^e semestre fr. 3.
Etranger: un an fr. 22,
2^e semestre fr. 12.
On s'abonne, en Suisse, exclusivement
aux offices postaux; à l'étranger, aux
offices postaux ou par mandat postal à
l'Administration de la feuille, à Berne.
Prix du numéro 10 cts.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint in der Regel täglich und
wird mit den Abendzügen verschickt.

Redaktion und Administration
im Eidgenössischen Handelsdepartement.

Rédaction et Administration
au Département fédéral du commerce.

Paraît, dans la règle, tous les jours,
et est expédiée par les trains du soir.

Insertionspreis: Halbe Spaltenbreite 30 Cts., ganze Spaltenbreite 50 Cts. per Zeile. Bei grösseren Aufträgen entsprechender Rabatt. Inserate werden von der Administration des Handelsamtsblattes in Bern, sowie von den Annoncen-Agenturen angenommen.

Prix des annonces: La petite ligne 30 cts., la ligne de la largeur d'une colonne 50 cts. Rabais pour ordres d'une certaine importance. Les annonces sont reçues par l'Administration de la feuille, à Berne, et par les Agences de publicité.

Inhalt — Sommaire

Verabfolgte Taxkarten für Handelsreisende. — Cartes payantes délivrées aux voyageurs de commerce. — Abhanden gekommene Werttitel (Titres disparus). — Rechtsdomizile. — Domiciles juridiques. — Prescriptions douanières. — Fabrik- und Handelsmarken. — Marques de fabrique et de commerce. — Lage des rumänischen Einfuhrhandels.

Ämtlicher Teil. — Partie officielle.

Verabfolgte Taxkarten für Handelsreisende.**Cartes payantes délivrées aux voyageurs de commerce.**

Aargau (Baden). 27. April. Nachträge zu: Nr. 22. An Stelle des Julius Guggenheim ist Isidor Wyler getreten. **Manufakturwaren und Aussteuergeschäft.** Nr. 49. David Meier. **Wein, Trauben und Landesprodukte.**

Basel-Land. 27. April. Nr. 86. Kollektivkarte für Georg Tschudy, Sam. Wirz, Julius Buser, Firma Georg Tschudy in Sissach. **Weinhandlung.**

Berne (Courtelary). 27. April. Nr. 73. Carte collective pour Zachmann-Vuille, Tuissuzian-Dirlad, B. Forrer, M. Vuille, maison A. Zachmann-Vuille, à Tramelan. **Imprimés typographiques et lithographiques, papiers, registres, fournitures de bureau, cartons d'horlogerie.**

Graubünden (Samaden). 26. April. Nr. 62. Andrea Mathis, Firmen Andrea Lendi (Celerina) und Luigi Monti (Chiavenna). **Wein, Honig, Konserven, Geflügel, Fische.**

Abhanden gekommene Werttitel. — Titres disparus. — Titoli smarriti.

Le président du Tribunal du Val-de-Travers, somme le détenteur inconnu de l'action nominative n° 198 de la Banque d'Epargne de la Côte-aux-Fées, en faveur de Numa Gysin, ancien boucher et marchand de bétail, à la Brévine et à Buttet, de produire ce titre, qui a disparu, et de le déposer au greffe du Tribunal du Val-de-Travers dans un délai de trois mois, à partir de la première publication, faute de quoi l'annulation en sera prononcée.

Motiers, le 19 avril 1897.

(W. 43^a)

Le président du tribunal:
A. L'Eplattenier.

Nous, président du Tribunal du district de Courtelary.

Attendu que M. Jules Meier, commis, au Torrent, commune de Cormoret, est créancier de la Caisse d'épargne du district de Courtelary d'une somme de fr. 3917.02, suivant G. L. B. 1482.

Attendu que le titre de créance est égaré et que les démarches faites pour le retrouver sont restées infructueuses;

Vu les art. 790 et suivants C. O. et 41 des statuts de la dite caisse,

Sommons le détenteur inconnu de produire ce titre, au greffe du Tribunal du district de Courtelary, dans les 3 mois, à partir de la première insertion des présentes dans la Feuille officielle suisse du commerce, et ce sous peine d'annulation.

Courtelary, le 15 avril 1897.

(W. 45^a)

Le président du tribunal: G. Gobat.

Le président du tribunal du district de Lausanne.

Au détenteur inconnu du titre ci-après qui est égaré: Une action au porteur «Société Immobilière d'Ouchy», à Lausanne, de fr. 250, n° 2464, propriété des Hoirs de veuve Dommer.

Sommation vous est faite de produire ce titre au greffe du tribunal du district de Lausanne, dans un délai de trois ans, dès la première publication, soit le 21 avril 1896, faute de quoi l'annulation en sera prononcée.

Lausanne, le 27 avril 1897.

(W. 46)

Le président: Dumur.

Par jugement du 29 décembre 1896, il a été ordonné au détenteur inconnu des actions portant les numéros 380 et 383 de la Société des immeubles Rue Cécid, avec leurs feuilles de coupons, société constituée par acte Picot, notaire, du 19 septembre 1885, de les produire et de les déposer au greffe du tribunal de 1^{re} instance de Genève, dans le délai de trois ans à partir de la première publication qui sera faite du présent avis. Faute de quoi l'annulation en sera prononcée.

(W. 99^a)

Dumarest, greffier.

Rechtsdomizile. — Domiciles juridiques. — Domicilio legale.**Lebensversicherungs- und Ersparnis-Bank in Stuttgart.**

Wir machen hiemit die Anzeige, dass wir das seit bei Herrn F. A. Kärner, Kaufmann in Zug, verzeigte Rechtsdomizil für den Kanton Zug auf dessen Sohn, Herrn Alois Kärner, Kaufmann in Zug, übertragen haben.

Stuttgart, den 15. April 1897.

(D. 27)

Die Bankdirektion: ppa. Gruner.

LA PRÉSERVATRICE

Compagnie d'assurances à primes fixes contre les risques d'accidents,
à Paris.

Le domicile juridique de la compagnie pour le Canton des Grisons est désigné chez M. Mayer-Engi, à Coire, en remplacement de M. Andreas Walser, démissionnaire, à Coire.

Neuchâtel, le 26 avril 1897.

Pour „La Préservatrice“:

(D. 28)

Le mandataire générale: Alfred Bourquin.

Prescriptions douanières.

Vu le nombre croissant de réclamations dues à la connaissance insuffisante des prescriptions douanières, nous croyons devoir recommander instamment au public qui a affaire aux douanes de se mettre le plus possible au courant des prescriptions de la loi sur les douanes du 28 juin 1893 et surtout du règlement d'exécution du 12 février 1895 pour cette loi.

On peut se procurer ces imprimés aux directions d'arrondissement de douanes à Bale, Schaffhouse, Coire, Lugano, Lausanne et Genève, au prix de 25 centimes l'exemplaire de la loi sur les douanes et de 50 centimes l'exemplaire du règlement d'exécution.

Berne, le 27 avril 1897.

Direction générale des douanes suisses.

E.g. Amt für geistiges Eigentum. — Bureau fédéral de la propriété intellectuelle.

Marken. — Marques.**Eintragungen. — Enregistrements.**

Nr. 9200. — 24. April 1897, 5 Uhr p.

Schmidt & Clemens, Fabrikanten,

Frankfurt a. M. (Deutschland).



Stahl in Stäben und Stücken, Feilen, Hämmer, Messer und Sägen.

N° 9201. — 24 avril 1897, 8 h. a.

Bruhl frères, négociants,

Paris (France).



Montres et tous articles d'horlogerie, quincaillerie, tissus et fils en tous genres, couleurs d'aniline et produits chimiques.

N° 9202. — 24 avril 1897, 8 h. a.

Bruhl frères, négociants,

Paris (France).



Montres et tous articles d'horlogerie, quincaillerie, tissus et fils en tous genres, couleurs d'aniline et produits chimiques.

N° 9203. — 24 avril 1897, 8 h. a.

Bruhl frères, négociants,
Paris (France).



Montres et tous articles d'horlogerie, quincaillerie, tissus et fils en tous genres, couleurs d'aniline et produits chimiques.

N° 9204. — 24 avril 1897, 8 h. a.

Bruhl frères, négociants,
Paris (France).



Montres et tous articles d'horlogerie, quincaillerie, tissus et fils en tous genres, couleurs d'aniline et produits chimiques.

N° 9205. — 24 avril 1897, 8 h. a.

Bruhl frères, négociants,
Paris (France).



Montres et tous articles d'horlogerie, quincaillerie, tissus et fils en tous genres, couleurs d'aniline et produits chimiques.

N° 9206. — 24 avril 1897, 8 h. a.

Bruhl frères, négociants,
Paris (France).



Montres et tous articles d'horlogerie, quincaillerie, tissus et fils en tous genres, couleurs d'aniline et produits chimiques.

N° 9207. — 24 avril 1897, 8 h. a.

Bruhl frères, négociants,
Paris (France).



Montres et tous articles d'horlogerie, quincaillerie, tissus et fils en tous genres, couleurs d'aniline et produits chimiques.

N° 9208. — 24 avril 1897, 8 h. a.

Bruhl frères, négociants,
Paris (France).



Montres et tous articles d'horlogerie, quincaillerie, tissus et fils en tous genres, couleurs d'aniline et produits chimiques.

N° 9209. — 24 avril 1897, 8 h. a.

Bruhl frères, négociants,
Paris (France).



Montres et tous articles d'horlogerie, quincaillerie, tissus et fils en tous genres, couleurs d'aniline et produits chimiques.

N° 9210. — 24 avril 1897, 8 h. a.

Bruhl frères, négociants,
Paris (France).



Montres et tous articles d'horlogerie, quincaillerie, tissus et fils en tous genres, couleurs d'aniline et produits chimiques.

N° 9211. — 24 avril 1897, 8 h. a.

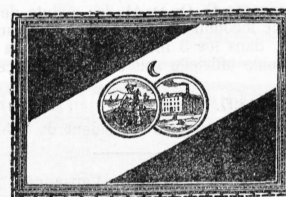
Bruhl frères, négociants,
Paris (France).



Montres et tous articles d'horlogerie, quincaillerie, tissus et fils en tous genres, couleurs d'aniline et produits chimiques.

Nr. 9212. — 26. April 1897, 8 Uhr a.

Sossidi frères de Constantinople, Fabrikanten,
Hamburg (Deutschland).



Rauchtabak, Cigaretten und Cigarettenpapier.

(Uebertragung der deutschen Marke Nr. 170 der Firma «Sossidi frères», eingetragen für Tabak und Cigaretten.)

Nr. 9213. — 27. April 1897, 8 Uhr a.

Firma: *Maria Benno von Donat, Fabrikant,*
Berlin (Deutschland).

Alla

Eiweissfabrikate, insbesondere Mischungen von Eiweisssubstanz mit andern Stoffen, Kakao, Chokoladen, mit und ohne Zusatz, Zuckerwaren, Mehl- und Backwaren, Biscuits.

Löschung. — Radiation.

La marque n° 9066, enregistrée pour montres, parties de montres, étuis et leurs emballages, au nom de la Manufacture de Chéard, Sandoz & Cie, à Chéard-St-Martin, a été radiée le 27 avril 1897, sur la demande des déposants.

Nichtamtlicher Teil. — Partie non officielle.

Lage des rumänischen Einfuhrhandels.

Aus dem Siechtum der vorangegangenen zwei Krisenjahre sich allmählich erhebend, von manchen Schlacken gereinigt, zeigte das Importgeschäft, was den Verkauf anbelangt, schon in den ersten Monaten des Jahres 1896 grosse Lebhaftigkeit. Nach den hauptsächlichsten Stapelartikeln stellte sich rege Nachfrage ein. Die Ueberführung des Marktes hatte aufgehört, ja die Einfuhr war im Vorjahre um 118 Millionen Franken kleiner gewesen als im Jahr 1894. Ein Ausfall von nahezu 30 Prozent der Zufuhren von einem Jahr zum andern konnte nicht spurlos vorübergehen.

Es zeigte sich in der That bald, dass bei den kleinen Leuten draussen in den Provinzen die Warenvorräte äusserst gering waren. Die gute Ernte kam und beförderte zusehends die Gesundung des Geschäftes. Die inländische Konkurrenz, gewitzigt durch die bitteren Erfahrungen der jüngst vergangenen Krisis, hielt auf die Preise und war im Kreditgeben zurückhaltender als ehemals. Der Wettbewerb von auswärts trat, wohl aus den gleichen Ursachen, auch mit Mass und Behutsamkeit auf. Erst gegen Ende des Jahres 1896, als die Lage des rumänischen Importhandels auch in weitem auswärtigen Kreisen als befestigt betrachtet wurde, machte sich von aussen ein starker Drang nach Aufträgen aus Rumänien geltend. Er fand z. B. in der Manufakturbranche so reiche Befriedigung, dass es anhaltend guter Zeiten bedarf, um den entsprechenden Absatz zu erzielen.

In diesem im allgemeinen ja erfreulichen Gesamtbild fehlen indessen auch dunkle Punkte nicht. Einzelne Branchen sind notleidend geblieben. So der Handel in Bijouterien und Uhren. Und gegen das Geschäft in Wollen- und Pelzwaren schien sich der Himmel verschworen zu haben: Zwei milde Winter nacheinander, ja von 1896 auf 1897 hatten wir eigentlich fast gar keinen Winter. Das Aufklacken etwelcher Nachfrage im Dezember vermochte da keine nachhaltige Besserung zu schaffen.

Die übrigen Textilbranchen dagegen, ferner der Handel in unedlen Metallen und Metallwaren, in Maschinen, in Kolonialwaren und in vielen andern, weniger in die Summen gehenden Artikeln haben ein ziemlich befriedigendes Jahr gehabt.

Die Kreditverhältnisse haben sich in den meisten Geschäftszweigen ziemlich gehoben. Das punktliche Zahlen ist zwar im internen Verkehr noch lange nicht allgemeiner Gebrauch und wird es, wenigstens für Textilerzeugnisse, wohl auch nie werden. Diese werden vom Ausland, wie bekannt, meistens auf lange Zahlungsfrist bezogen und hier gewöhnlich auf sechs bis neun Monate Termin verkauft. Insbesondere am Platz Bukarest finden die Käufer bezüglich Kredit und Zahlungsfrist die grössten Zugeständnisse. Sie finden aber in der Manufakturbranche hier auch die zahlreichsten und besortierten Lager. Aus dem ganzen Lande strömen Kunden für diese Artikel nach Bukarest, dessen Anziehungskraft entschieden im Wachsen ist. Neue Importfirmen sind hier im Entstehen begriffen, andere übersiedeln aus der Provinz nach der Hauptstadt. Die bedeutenderen Bukarester Grossisten lassen beständig das Land bereisen. Von hier aus werden Stapelartikel, wie z. B. Baumwollgarn, schwimmend nach dem Innern verkauft und bei Ankunft in den Donauhäfen an die Käufer direkt versandt, ohne mehr Bukarest zu berühren.

Englische Dampferlinien stellen direkte Frachten ab Manchester bis Bukarest auf und als es galt, eine Konkurrenzlinie zu errichten, sank diese Durchfracht vorübergehend auf die Hälfte des früheren Satzes und kostete so aus dem fernen Manchester erheblich weniger als aus dem nahen Wien.

Abgesehen von dem eigentlichen Platzgeschäft für den grossen Konsum der Hauptstadt selbst, können die Bukarester Grossisten in den besseren Sortimentsartikeln, dank der weitverzweigten Bahnverbindungen, mit Leichtigkeit alle Distrikte des Landes bedienen. Es geschieht, trotzdem ein grosser Teil ausländischer Geschäftsreisender alle Provinzplätze und oft recht abgelegene Orte mit ihren Musterkollektoren besuchen. Lange und grosse Kredite, wie Bukarest sie einräumt, sind eben für viele Käufer ein mächtiger, oft ausschlaggebender Magnet.

Nicht alle Kunden kaufen übrigens auf Zeit. Ein gewisser Teil, namentlich aus bäuerlichen Kreisen, zahlt bar. Durch sie vorzugsweise wird die nahe und rasche Fühlung des Importgeschäftes mit dem Wohl und Wehe im Getreidehandel hergestellt. Sobald für Frucht Geld ins Land und unter die Landbevölkerung gekommen ist, erscheinen diese willkommenen Gäste zum baren Einkauf am Platz. Sie waren es, die letztes Jahr zuerst den Handel und Haltung ins Importgeschäft brachten. In solchen Zeiten erreicht das Bargeschäft bei einzelnen Grossisten bedeutenden Umfang.

Fallimente hat es auch im abgelaufenen Jahre gegeben. Mit Ausnahme eines grösseren Konkurses in Craiova, wobei auch der Uhrenhandel beteiligt war, ist die Importbranche in dieser Beziehung jedoch ziemlich glimpflich weggekommen. Dagegen hat das Jahr 1897 in der hauptstädtischen Manufakturbranche mit einem erheblichen Falliment begonnen, bei dem auch das Ausland beteiligt ist. Es kam ein Ausgleich zu 40 % zu stande. Der Kleinhandel ist in diesem Geschäftszweig im allgemeinen so schwach fundiert, dass die geringste Stockung des Verkaufs genügt, um ihn zur Erfüllung seiner Verpflichtungen zeitweilig unfähig zu machen. Solche Stockungen kommen in Rumänien oft ganz unerwartet.

So darf dermalen nicht ausser acht gelassen werden, dass das diesjährige Ostergeschäft (1897) in allen Zweigen des Importhandels bedeutend hinter den Erwartungen zurückgeblieben ist. Der Verkauf, der später als andere Jahre anfieng, hat zwar nicht gerade gestockt, aber der flotte Gang des vorjährigen Ostergeschäftes war dieses Jahr nirgends bemerkbar. Man forschte nach den Ursachen und erblickte eine derselben in den orientalischen Wirren und den dadurch hervorgerufenen Kriegsbefürchtungen. Letztere äusserten sich hier auch in einem starken Rückzug von Einlagen aus der staatlichen Sparkassensache, in der am 31. Dezember 1896 über 25½ Millionen Lei von 100,358 Einlegern zinstragend niedergelegt waren. Allen diesen Begehren wurde sofort entsprochen.

Ein weiterer Grund des flauen jetzigen Geschäftsganges liegt unzweifelhaft auch in dem Umstand, dass nach Mais, wovon im Lande grosse Bestände vorhanden sind, sich keine Nachfrage einstellte und infolgedessen die Preise tiefer als je sanken. Das Warengeschäft wird kaum einen Aufschwung nehmen, bevor nicht der Export von Mais kräftig beginnt und bessere Preise dafür geboten werden. Und das dürfte kaum eher eintreten, als bis die Zweifel an die Erhaltung des Friedens völlig geschwunden sind. Inzwischen dauert Unruhe und eine gewisse Nervosität im Geschäft an. Welche Folgen der Ausbruch des Krieges für das rumänische Geschäft nach sich zöge, entzieht sich vorerst jeglicher Berechnung und hängt wesentlich von dessen Verlauf und Dauer ab.

Es wäre gefehlt, aus den Enttäuschungen, die das unbefriedigende Frühjahrsgeschäft in weiten Kreisen hervorgerufen hat, einen pessimistischen Schluss für die nahe Zukunft des rumänischen Importhandels zu ziehen, denn der Stand der Saaten ist im ganzen Land bis jetzt ein sehr günstiger. Der Herbstzweigen insbesondere, wovon wieder sehr viel angesät wurde, hat gut überwintert. Das gleiche wird auch von andern, allerdings

minder wichtigen Getreidesorten berichtet. Auch mit dem Stand der Reepsfelder ist man im ganzen zufrieden. Doch fürchtet man, dass angesichts der milden und nassen Witterung Würmer einen Teil der Oelsaaten vernichten. Da jedoch der schliessliche Ausfall der Ernte noch von zu viel Zufälligkeiten und Witterungseinflüssen abhängig ist, so kann auf dieselbe heute eine Wahrscheinlichkeitsrechnung noch nicht gestellt werden. Man wird daher gut thun, in seinen auf den rumänischen Absatz berechneten Unternehmungen bis auf weiteres einige Zurückhaltung zu beobachten. In jüngster Zeit hat es im ganzen Land so viel geregnet, dass Ueberschwemmungen eintreten. Für die begonnene Aussaat des Mais ist die Witterung zwar günstig, dagegen würde weiteres Regenwetter den Stand der Herbstsaaten wesentlich beeinträchtigen.

Ein böser Wind weht gegenwärtig in Rumänien gegen das Treiben von Handelsagenten oder Kommissionären, wie die konsakrierte Benennung hier lautet. Anlässlich der neulichen Erörterung in den Kammerausschüssen über ein neues Steuergesetz für Handelspatente sah sich die Bukarester Handelskammer veranlasst, an das Abgeordnetenhaus eine Eingabe zu richten, die folgende Stelle enthält: «Wir wiederholen, dass die Einmischung der Kommissionäre in unsere Handelsgeschäfte die Verwilderung des Geschäftes und Misskredit auf unsere Handelsplätze gebracht hat. Es muss in der That bemerkt werden, dass in unserm Land der Beruf des Kommissionärs die Beschäftigung aller jener geworden ist, die zu einem andern Beruf unfähig, aber, dank ihrer natürlichen Neigung, im stande sind, in unehrlicher Weise auf die Einfalt vieler unserer Handelsleute und auf das Vertrauen aller fremden Kaufleute und Industriellen zu spekulieren. Wenn wir auf einem kleinen Handelsplatz, wie unsere Hauptstadt ist, das Unglück haben, über 600 Kommissionäre zu zählen, so sollten die Herren Abgeordneten des Delegiertenausschusses begreifen, dass dieser Beruf eine wahre Gefahr für den Handel geworden ist, sowie, dass diese Vermehrung nur der Leichtigkeit zu verdanken ist, mit der heute dieser Beruf hier ausgeübt werden kann, und dem Leichtsinne, mit dem tückische Leute auf die Schwächen unserer Kaufleute spekulieren. Es giebt in der That auch hier zu Lande ehrenwerte Kommissionäre, doch in kleiner Anzahl, und für diese ist das Handelspatent erster Klasse oder jenes von 4000 Lei nicht schwer zu ertragen.»

Und der Deputierte des Hafenplatzes Braila, der in gleicher Angelegenheit der Kammer eine Denkschrift im Namen eines Teils des Handelsstandes von Braila und Galatz überreichte, nahm Veranlassung, dieselbe in der Kammer Sitzung vom 31. März laufenden Jahres mit folgenden Worten zu empfehlen: «Ich erlaube mir die Aufmerksamkeit des Handelsministers auf die Frage der Warenkommissionäre, die in dieser Denkschrift mit behandelt wird, zu lenken. Diese Kommissionäre haben sich auf unsern Hafenplätzen etabliert, ohne irgend eine Regel zu beobachten, ohne dass man sie gefragt hätte, woher sie kommen oder welches materielle und moralische Kapital sie besitzen. Sie stellen grosse Firmen und pomphafte Briefköpfe auf und es gelingt ihnen so, die auswärtigen Fabrikanten zum Schaden des Kredites unseres Landes zu täuschen. Es ist vorgekommen, dass solche Kommissionäre Bestellungen machten im Namen verschiedener Kaufleute unserer Hafenplätze, die davon gar keine Ahnung hatten (habar n'au avut).»

Der Gesetzesentwurf, um den es sich hier handelt, fiel nicht aus Abschied und Traktanden; er wurde wegen dringender parlamentarischer Arbeiten nur vorläufig zurückgestellt, um später, wahrscheinlich in der nächsten ordentlichen Tagung der Kammern, wieder in Beratung zu kommen. Eine Erhöhung der Steuern steht dem ganzen Handelsstand bevor. Ob sie mit Bezug auf die ins Auge gefasste Sorte von Kommissionsagenten den beabsichtigten Zweck voll erreicht, steht dahin. Wo man Weizen drischt, da giebt es auch Spreu. Rechtschaffene Agenten, die dem Importhandel in seiner heutigen Entfaltung so nötig sind, wie Sauerwert dem Brot, wünschen mehr als irgend wer, vom Spreu in ihrer Mitte befreit zu werden.

Es ist vorgekommen, dass schweizerische Fabrikanten von ihren Kunden in Rumänien für gelieferte Waren Accepte entgegennahmen, welche mit dem gesetzlichen rumänischen Wechselstempel, welcher 1/100 beträgt, nicht versehen waren. Die Folge war und ist immer, dass der Gläubiger, wenn der Wechsel nicht eingeht und der Acceptant gerichtlich verfolgt werden soll, vorerst den Stempel und die Busse des zehnfachen Stempelbetrages bezahlen muss. Auch die im Ausland zahlbaren, in Rumänien entstandenen Accepte sind der rumänischen Stempelpflicht unterworfen.

Wechsel- und Geldverkehr. Die Wechselkurse auf das Ausland standen den grössten Teil des Jahres über pari und waren somit dem Arbitragegeschäft mit dem Ausland, namentlich dem Goldimport, nicht günstig. Die Schwankungen der Kurse betrugen etwas über ein Prozent. Der höchste Stand von Check auf Paris war bei 100.70.

Im Ergebnis des Devisenverkehrs der Rumänischen Nationalbank tritt die Wirkung der meistens hohen Wechselkurse klar zu Tage. Dieses den Wechselverkehr beherrschende Institut hat im Jahr 1896 in Devisen einen um 19 Millionen Lei höhern Umsatz als im Jahre 1895 gehabt (123 Millionen gegen 104 Millionen) und darauf 400,000 Lei weniger verdient, als im Jahr zuvor, nämlich 1,034,000 Lei gegen 1,433,000 Lei.

Teuere Wechselkurse sind dem Importhandel nicht erspriesslich. Sie verringern, oft in letzter Instanz, seinen Gewinn, den er schon erworben glaubte. Besonders der Grosshändler in Stapelartikeln, die grosse Beträge ausmachen und mit wenig Nutzen verkauft werden müssen, hat ein nahes Interesse an den Wechselkursen, zu denen er die Deckung seiner Bezüge anschafft. Der Ausfuhrhandel, hier zu Lande die einzige direkte Quelle, welche die Zahlungsmittel auf das Ausland liefert, hat ein umgekehrtes Interesse an den Wechselkursen. Je höhere Kurse er für seine Ziehungen auf die auswärtigen Plätze bedingt, desto grösser sein Gewinn auf den Ladungen Getreide, die seinen Tratten oder Checks zu Grunde liegen.

Der Staat selbst absorbiert durch die Nationalbank einen grossen Teil dieser Zahlungsmittel. Die Verzinsung und Tilgung der öffentlichen Schuld erfordert gegenwärtig 77 Millionen Lei im Jahr und der grösste Teil dieses Erfordernisses muss ins Ausland geschafft werden, wo die Anleihen gemacht wurden und wo sie verzinst und getilgt werden müssen.

Der Notenumlauf der Nationalbank betrug im Jahr 1896 durchschnittlich 133 Millionen Lei, also kaum drei Viertel des gesetzlich zulässigen Betrages. Am 31. Dezember 1896 waren 143½ Millionen Lei im Umlauf, denen eine Deckung von 78 Millionen Lei gegenüberstand, nämlich 62¼ Millionen in Gold, 14 Millionen in Goldtratten aus Ausland und der Rest Silber. Der gesetzliche Kurs für englische Sovereigns ist 25.22 Lei, für 20 Markstücke 24.70 Lei. Die Prämie für 20 Frankenstücke, die nach Bulgarien am Platz gesucht waren, stieg vorübergehend auf ein halbes Prozent.

Der öffentliche Wechseldiskont bei der Nationalbank stand das ganze Jahr unverändert auf 5 %, der Zinssatz für Darlehen gegen Hinterlage von staatlich garantierten Wertschriften war 6 %. Der Kurs der mit 500 Franken einbezahlten Aktien der Nationalbank stand nach Ablösung des Dividendenscheins für 1896, der 90 Lei betrug, auf 1780. (Fortsetzung des Handelsberichtes des schweizerischen Generalkonsulats in Bukarest.)

Insertionspreis:
Die halbe Spaltenbreite 30 Cts.
Die ganze Spaltenbreite 60 Cts. per Seite.

Privat-Anzeigen. — Annonces non officielles.

Prix d'insertion:
30 cts. la petite ligne,
50 cts. la ligne de 12 largeur d'une colonne.

Basler Versicherungs-Gesellschaft gegen Feuerschaden in Basel.

Denjenigen Herren Aktionären obgenannter Gesellschaft, welche der heute stattgefundenen Generalversammlung nicht beigewohnt haben, beehren wir uns hierdurch mitzuteilen, dass sämtliche seiner Zeit schriftlich bekannt gegebenen Traktanden im Sinne der Anträge des Verwaltungsrates erledigt worden sind.

Die statutengemäss im Austritt befindlichen Mitglieder des Verwaltungsrates wurden für eine neue Amtsperiode wieder gewählt.

Die Dividende pro 1896 wurde auf Fr. 120. — für jede Aktie festgesetzt und kann vom 1. Mai a. c. ab gegen Aushändigung des quittierten Dividendscheines bei der Hauptkasse der Gesellschaft erhoben werden.

Basel, den 27. April 1897.

Der Präsident des Verwaltungsrates:

Rud. Iselin.

Der Protokollführer:

A. Simon.

(421)

Basler Transport-Versicherungs-Gesellschaft in Basel.

Denjenigen Herren Aktionären obgenannter Gesellschaft, welche der heute stattgefundenen Generalversammlung nicht beigewohnt haben, beehren wir uns hierdurch mitzuteilen, dass sämtliche seiner Zeit schriftlich bekannt gegebenen Traktanden im Sinne der Anträge des Verwaltungsrates erledigt worden sind.

Die statutengemäss im Austritt befindlichen Mitglieder des Verwaltungsrates sind für eine neue Amtsdauer bestätigt worden.

Die Dividende pro 1896 wurde auf Fr. 20. — für jede Aktie festgesetzt und kann vom 1. Mai a. c. ab gegen den Coupon Nr. 31 bei der Hauptkasse der Gesellschaft erhoben werden.

Basel, den 27. April 1897.

Der Präsident des Verwaltungsrates:

Rud. Iselin.

Der Protokollführer:

A. Simon.

(422)

Basler Rückversicherungs-Gesellschaft in Basel.

Denjenigen Herren Aktionären obgenannter Gesellschaft, welche der heute stattgefundenen Generalversammlung nicht beigewohnt haben, beehren wir uns hierdurch mitzuteilen, dass sämtliche seiner Zeit schriftlich bekannt gegebenen Traktanden im Sinne der Anträge des Verwaltungsrates erledigt worden sind.

Die statutengemäss im Austritt befindlichen Mitglieder des Verwaltungsrates sind für eine neue Amtsdauer bestätigt worden.

Die Dividende pro 1896 wurde auf Fr. 8. — für jede Aktie festgesetzt und kann vom 1. Mai a. c. ab gegen den Coupon Nr. 27 bei der Hauptkasse der Gesellschaft erhoben werden.

Basel, den 27. April 1897.

Der Präsident des Verwaltungsrates:

Rud. Iselin.

Der Protokollführer:

A. Simon.

(423)

Basler Lebensversicherungs-Gesellschaft in Basel.

Denjenigen Herren Aktionären obgenannter Gesellschaft, welche der heute stattgefundenen Generalversammlung nicht beigewohnt haben, beehren wir uns hierdurch mitzuteilen, dass sämtliche seiner Zeit schriftlich bekannt gegebenen Traktanden im Sinne der Anträge des Verwaltungsrates erledigt worden sind. (H 2160 Q)

Die statutengemäss im Austritt befindlichen Mitglieder des Verwaltungsrates wurden für eine neue Amtsperiode wieder gewählt.

Die Dividende pro 1896 wurde auf Fr. 50. — für jede Aktie festgesetzt und kann vom 1. Mai a. c. ab gegen Aushändigung des quittierten Dividendscheines bei der Hauptkasse der Gesellschaft erhoben werden.

Basel, den 27. April 1897.

Der Präsident des Verwaltungsrates:

Rud. Iselin.

Der Protokollführer:

A. Simon.

(424)

Société Chimique des Usines du Rhône.

Anciennement „Gilliard, P. Monnet & Cartier“.

Messieurs les actionnaires sont convoqués à l'assemblée générale ordinaire qui aura lieu le mercredi, 12 mai prochain, à 2 1/4 heures du soir, dans la salle des réunions industrielles, au Palais de la Bourse, à Lyon.

Ordre du jour:

Rapport du conseil d'administration.

Rapport des commissaires-censeurs.

Approbation du bilan et des comptes.

Fixation du dividende.

Confirmation de la nomination d'un administrateur faite par le conseil.

Nomination des commissaires-censeurs pour l'exercice 1897.

Nota. — Conformément à l'art. 33 des statuts, MM. les actionnaires auront à déposer leurs titres au porteur au moins cinq jours avant la date de l'assemblée. Ce dépôt devra s'effectuer à l'une des caisses du Comptoir National d'Escompte de Paris, en France, ou au Crédit Lyonnais, à Genève. Les récépissés de dépôt de tout établissement de crédit seront admis au même titre que les actions elles-mêmes. (425)

La Neuchâteloise

Société suisse d'assurance des risques de transport.

Messieurs les actionnaires sont convoqués en assemblée générale pour le samedi, 15 mai 1897, à 11 1/2 du matin, à la petite salle des conférences, passage Max Meuron, 6.

Ordre du jour:

1° Rapport du conseil d'administration sur le 26^e exercice.

2° Rapport de Messieurs les commissaires-vérificateurs.

3° Fixation du dividende.

4° Nomination de cinq administrateurs.

5° Nomination de trois commissaires-vérificateurs et d'un suppléant.

Neuchâtel, le 29 avril 1897.

Au nom du conseil d'administration,

Le Président:

Ferd. Richard.

(409^a)

Municipalité Tramelan-dessus.

Mise au concours.

La commune municipale de Tramelan-dessus met au concours par, voie de soumission, les travaux à faire pour une

installation d'hydrantes.

Les entrepreneurs qui désireraient exécuter ces travaux, peuvent prendre connaissance des plans et du cahier des charges, déposés chez M. Ariste Châtelain, président de la commission des eaux.

Les soumissions cachetées, portant la suscription «Soumission pour les travaux des eaux de la commune de Tramelan-dessus» seront adressées à M. Châtelain sus-mentionné, jusqu'au 1^{er} mai prochain. (H 3114 T)

Tramelan-dessus, le 20 avril 1897.

Au nom de la commission des eaux,

Le secrétaire: **M. Marchand.**

(418)

Chemin de fer de Fribourg à Morat.

Les actionnaires de cette entreprise sont convoqués à l'assemblée constitutive de la société qui aura lieu le mercredi, 19 mai 1897, à 10 heures du matin, dans la salle des séances du conseil communal à l'Hôtel de Ville de Morat.

Tractanda:

1° Constitution de la société.

2° Rapport du comité d'initiative.

3° Approbation des statuts.

4° Nomination des membres du conseil d'administration.

5° Nomination des censeurs.

6° Propositions diverses.

Fribourg, le 27 avril 1897.

(426^a)

Le comité d'initiative.

Société des Tramways de Fribourg.

La société des tramways de Fribourg met au concours la location des affiches extérieures de ses voitures. Prendre connaissance des conditions au bureau de la Société, 70, rue des Epouses, à Fribourg, où les soumissions doivent être déposées le 10 mai au plus tard. (417^a) (H 1484 F)

Schweizerisches Informations-Bureau in Zürich

(Institution des Vereins schweizerischer Geschäftsreisender)

Gegründet 1880

Prompteste, zuverlässigste und billigste Besorgung von Auskünften für alle schweizerischen, ausländischen und überseeischen Plätze. Tarife stehen zur Verfügung.



Société des Ciments de Paudex.

Assemblée générale extraordinaire.

MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale extraordinaire pour le mardi, 11 mai, à Lausanne au local de la Bourse, à 3 heures.

Ordre du jour:

Modifications aux statuts.

Acquisition d'immeuble.

Pour pouvoir prendre part à l'assemblée, MM. les actionnaires sont priés de déposer leurs titres à la Banque Alph. Vallotton jusqu'à la veille de l'assemblée. (H 5580 L)

(419^a)

Le conseil d'administration.



Kaufe Münzen aller Länder, sowie Schweizer Münzen ausser Kurs. (65¹⁴)

Das Kursblatt wird auf Verlangen gratis zugesandt.

H. Zandt,

Streitgasse 16, Basel.

Telephon 2409.